



MOTION DES ORGANISATIONS SYNDICALES DU COMITE NATIONAL DE CONCERTATION DES ARS DU 26 NOVEMBRE 2024

Les organisations syndicales CGT, CFDT, FO et UNSA, des deux collèges Public et Privé, siégeant en CNC ont toutes exprimé leur désaccord au regard du contenu de l'ordre du jour proposé par la Secrétaire Générale.

Toutes les organisations syndicales ont jugé cet ordre du jour déconnecté de la réalité. En effet, suite aux différents dialogues de gestion des ARS et des perspectives alarmantes de suppressions de postes en cours ainsi que des risques psycho sociaux qui en découlent, l'enjeu prioritaire de ce CNC est bien celui d'être informé des budgets alloués au ARS pour 2025.

La réponse de la Secrétaire Générale, avant qu'elle ne quitte la séance et refusant toute discussion approfondie, nous citons : « C'est le Parlement qui donnera les réponses ! ».

Consternant ! Un refus du dialogue social et de l'application des textes en vigueur... affligeant !

Pendant ce temps, le ministère continue sa politique de réduction des budgets des ARS. Les données collectées par les organisations syndicales montrent clairement que ces coupes budgétaires, affectant notamment les masses salariales et les moyens de fonctionnement alloués, conduiront inévitablement à une diminution des effectifs.

Les organisations syndicales représentatives au CNC des ARS s'opposent à toute suppression de postes. Elles exigent des réponses claires et précises de l'administration concernant les effectifs, les moyens de fonctionnement, ainsi que des garanties sur l'évolution des missions des agences.

Les représentants du personnel ont donc unanimement demandé la tenue avant fin décembre 2024 d'une séance exceptionnelle du CNC portant sur l'ensemble des questions posées et restées sans réponse. Nous exigeons que cette séance soit présidée par les ministres concernés.

Face à ce mépris assumé de l'administration, les organisations syndicales représentatives au CNC des ARS appellent tous les agents des ARS à se mobiliser massivement dans les actions à venir pour défendre nos emplois, nos conditions de travail et nos missions au service de la population.